
Rapport du président concernant une proposition de subvention au titre de l'enveloppe régionale allouée à Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development (LI-BIRD) pour le programme « Transition vers une production agroécologique » (TAP)

Référence du projet : 2000005771

Document : EB 2026/LOT/G.7

Date : 12 août 2026

Diffusion : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Décision : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation figurant au paragraphe 26.

Questions techniques :

Roshan Cooke
Directeur national
Division Asie-Pacifique
e-mail : ro.cooke@ifad.org

Kamal Gaire
Analyste de programme national
Division Asie et Pacifique
e-mail : k.gaire@ifad.org

Rapport du président sur une proposition de subvention au titre de l'enveloppe régionale allouée à Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development (LI-BIRD) pour le programme «Transition vers une production agroécologique» (TAP)

I. Contexte et conformité avec la politique du FIDA en matière de subventions ordinaires

1. L'agriculture reste la principale source de subsistance pour la plupart des ménages ruraux au Bhoutan, au Népal et au Pakistan. Cependant, l'intensification des pressions climatiques, écologiques et structurelles, notamment la dégradation des sols, la perte de biodiversité et la forte dépendance vis-à-vis intrants externes, ont enfermé de nombreux petits exploitants dans un cercle vicieux de baisse de productivité et de capacité d'adaptation limitée. Alors que les politiques nationales reconnaissent de plus en plus le potentiel de l'agroécologie, des lacunes critiques persistent en matière de capacités de vulgarisation, de filières de certification et les liens avec les marchés.
2. Les interventions du TAP répondent à ces défis en accélérant la transition agroécologique au niveau des exploitations agricoles et en renforçant les systèmes de marché, de connaissances et institutionnels nécessaires pour pérenniser et généraliser ces pratiques. Elles s'appuient sur trois interventions en cours du FIDA : le Programme d'agriculture résiliente à haute valeur ajoutée (R-HVAP) au Népal ([EB 2024/141/R.4/Rev.1](#)), le programme « Renforcement de la résilience de l'agriculture commerciale » ([EB 2022/LOT/P.10/Rev.1](#)) et l'Initiative de transformation économique au Gilgit-Baltistan (ETI-GB) au Pakistan ([EB 2015/114/R.14/Rev.1](#)) — le TAP adopte un modèle centré sur les agriculteurs : il consiste à mettre en place des fermes de démonstration servant de pôles d'apprentissage, à renforcer les capacités des agents de vulgarisation et des agriculteurs chefs de file, et à créer des incitations commerciales grâce à une certification participative et à une participation inclusive aux marchés. En tant qu'initiative régionale, le TAP tire parti des écosystèmes himalayens communs et des dynamiques transfrontalières pour favoriser des, l'apprentissage entre pays et la coopération Sud-Sud.
3. Le programme proposé s'inscrit pleinement dans la ligne des buts et objectifs de la politique du FIDA en matière de subventions ordinaires (2021).¹ Cette subvention contribue directement à la réalisation de l'objectif stratégique n° 1 (OS1) du FIDA — optimiser l'impact sur le terrain du programme de travail du FIDA — en traduisant les principes agroécologiques en solutions pratiques et évolutives adaptées aux petits exploitants agricoles. Elle renforce la productivité, la résilience climatique, la santé des sols et l'agrobiodiversité tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des intrants externes et élargir les débouchés commerciaux.
4. Conformément à l'accent mis par l'axe stratégique 1 sur les capacités nationales, le programme donne les moyens d'agir aux agriculteurs, aux agents de vulgarisation, aux coopératives et aux collectivités locales grâce à des sites de démonstration, à l'apprentissage entre agriculteurs et à des outils de conseil numériques. Ces efforts permettent aux institutions nationales d'intégrer et de déployer à plus grande échelle des approches éprouvées dans les.
5. Pour pérenniser cet impact, la subvention relie la production agroécologique aux marchés par le biais de la certification, le renforcement de la commercialisation et les liens avec les acheteurs. Elle renforce en outre les programmes nationaux du FIDA et sa base de connaissances grâce à l'apprentissage et aux échanges régionaux, ce qui améliore à la fois la cohérence et l'impact durable dans le cadre de l'axe stratégique 1.
6. Le bénéficiaire a été sélectionné à l'issue d'un appel à candidatures.

¹ Voir [EB 2021/132/R.3](#).

II. Le programme proposé

7. L'objectif général du programme est d'appuyer les programmes du FIDA au Népal, au Bhoutan et au Pakistan afin d'accélérer la transition des systèmes agricoles conventionnels vers des systèmes agroécologiques commercialement viables, en renforçant la résilience et les revenus des petits exploitants tout en restaurant la santé des écosystèmes. L'objectif de développement consiste à renforcer l'adoption et la mise en œuvre de systèmes de production agroécologiques, ainsi que la participation inclusive aux marchés dans le cadre des programmes d'investissement à long terme du FIDA au Népal, au Bhoutan et au Pakistan.
8. Le groupe cible sera constitué de jeunes ruraux (en particulier les migrants de retour), de femmes, de peuples autochtones, de petits exploitants agricoles, d'organisations de producteurs, d'acteurs du marché et d'agronomes intervenant dans le cadre de trois projets financés par le FIDA. Parmi les comprend les collectivités locales, les établissements de formation, les petites et moyennes entreprises et les prestataires de services agroalimentaires.
9. Sur trois ans, cette subvention bénéficiera directement à environ 4 500 agriculteurs (60 % de femmes, 40 % de jeunes, 20 % de peuples autochtones et (groupes marginalisés), dans trois pays. Indirectement, il touchera environ 60 000 foyers, dont quelque 80 collectivités locales (Népal), 137 chiwogs (Bhoutan), 161 conseils d'union (Pakistan) et d'autres acteurs du marché. Cette portée indirecte sera obtenue en intégrant les programmes agroécologiques soutenus par le TAP, les modèles de démonstration, les outils de conseil numériques et les systèmes de certification au sein du R-HVAP, au BRECSA et à l'ETI-GB, et en les reliant à la planification et à la budgétisation des collectivités locales par le biais des plans agroécologiques Palika et des processus nationaux de feuille de route en matière d'agroécologie. Des agents de vulgarisation formés et des agriculteurs référents accompagneront la reproduction du modèle d'agriculteur à agriculteur au-delà des sites bénéficiant d'un soutien direct.
10. Le programme sera mis en œuvre sur trois ans et comportera les volets suivants :
 - (i) **Composante 1 : Renforcement des capacités pour la transition agroécologique.**
 - **Sous-composante 1.1 :** Formation des agriculteurs, des jeunes et des agents de vulgarisation aux systèmes et pratiques agricoles agroécologiques.
 - **Sous-composante 1.2 :** Mise en place d'un système de gestion des connaissances pour la généralisation des pratiques agroécologiques.
 - **Sous-composante 1.3 :** Renforcement de l'apprentissage et du partage des connaissances en matière d'agroécologie aux niveaux national et régional.
 - (ii) **Composante 2 : Renforcement des systèmes de commercialisation des produits agroécologiques.**
 - **Sous-composante 2.1 :** Conception et mise en œuvre pilote d'un système de certification et de traçabilité des produits agroécologiques.
 - **Sous-composante 2.2 :** Formation des acteurs de la chaîne de valeur et renforcement des liens avec les marchés.

III. Résultats attendus/réalisations

11. Le programme devrait aboutir aux résultats/réalisations suivants :
 - (i) **Résultat 1 :** Renforcement des capacités des agriculteurs et des agents de vulgarisation pour la transition vers des systèmes de production agroécologiques.
 - **Résultat 1.1 :** Agriculteurs, jeunes et agents de vulgarisation formés aux systèmes et pratiques agricoles agroécologiques.
 - **Résultat 1.2 :** Mise en place d'un système de gestion des connaissances pour la généralisation des pratiques agroécologiques.
 - **Résultat 1.3 :** Renforcement de l'apprentissage et du partage des connaissances sur l'agroécologie aux niveaux national et régional.

- (ii) **Résultat 2** : Augmentation des revenus des petits exploitants agricoles grâce à l'amélioration du système de commercialisation des produits agroécologiques.
- **Résultat 2.1** : Conception et mise en œuvre pilote d'un système de certification et de traçabilité agroécologique.
 - **Résultat 2.2** : Renforcement des acteurs de la chaîne de valeur et des liens avec les marchés.

IV. Modalités de mise en œuvre

12. L'organisation « Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development » (LI-BIRD), bénéficiaire de la subvention, sera chargée de la coordination générale, de la gestion financière, de la du pilotage stratégique, de la coordination entre les pays, du suivi et de l'établissement des rapports, ainsi que de la mise en œuvre au Népal. Au Bhoutan et au Pakistan, la mise en œuvre sera assurée par des sous-bénéficiaires – respectivement la Fondation Tarayana et l'Association nationale pour le développement intégré – par le biais de versements directs, en étroite collaboration avec les homologues gouvernementaux concernés. La mise en œuvre sera appuyée par les bureaux nationaux du FIDA au Népal et au Pakistan afin de garantir l'alignement sur les programmes nationaux, l'assurance qualité et une supervision efficace.
13. Le bénéficiaire assumera l'entière responsabilité fiduciaire de l'ensemble des fonds de la subvention conformément aux termes de l'accord de subvention, y compris les dépenses engagées par les sous-bénéficiaires. Cela implique que LI-BIRD sera responsable envers le FIDA en cas de non-remboursement de dépenses non éligibles, d'absence de pièces justificatives ou d'avances non dépensées au niveau des sous-bénéficiaires, indépendamment du recouvrement auprès du sous-bénéficiaire concerné.
14. Les paragraphes suivants seront inclus dans l'annexe 2 de la convention de subvention afin de définir les exigences en matière de décaissement, de rapports financiers et d'audit spécifiques au programme :
Décaissement
15. À compter de la date d'entrée en vigueur, le bénéficiaire peut demander des prélèvements sur la subvention en soumettant au FIDA les pièces justificatives requises énumérées à www.ifad.org/grantforms.
16. Le Fonds peut verser des avances directement aux sous-bénéficiaires, à condition que le bénéficiaire présente séparément (i) des formulaires d'attestation de compte bancaire, (ii) une lettre d'autorisation à signer les demandes de retrait et les états de dépenses, et (iii) des demandes de retrait.
17. Les montants versés à titre d'avance ne doivent pas dépasser 90 % des dépenses figurant dans le plan de travail et le budget annuels correspondants ayant reçu l'avis favorable du FIDA. Pour la deuxième demande de retrait et les suivantes, le bénéficiaire devra également soumettre au FIDA quatre (4) états de dépenses distincts (SOE) (un pour les dépenses de chaque sous-bénéficiaire, un pour les dépenses du bénéficiaire et un déclaration consolidée), attestant de l'utilisation d'au moins 75 % de la tranche immédiatement précédente (et de 100 % des tranches antérieures, le cas échéant). Le paiement final sera effectué après réception par le FIDA d'un rapport final d'achèvement satisfaisant, de l'audit final du programme et de l'état final des dépenses (SOE) émanant du bénéficiaire et des sous-bénéficiaires. Le FIDA n'acceptera aucune demande de retrait après la date de clôture de la subvention, à moins d'avoir donné son accord écrit à une prolongation.
18. Le FIDA peut demander des informations supplémentaires et des pièces justificatives, selon les besoins.
Réaffectation
19. Le bénéficiaire peut réaffecter les fonds entre les différentes catégories de dépenses, à condition que : (i) la réaffectation n'affecte pas l'objectif fondamental des activités du programme ; et (ii) les modifications apportées à la répartition ne dépassent pas 10 % du montant total indiqué au paragraphe 2.1 de l'annexe 2 pour chaque catégorie de dépenses, à l'exception des salaires et indemnités.

Comptabilité et rapports financiers

20. Le bénéficiaire tient une comptabilité distincte pour la subvention et établit des états financiers conformément aux normes comptables internationales ou à d'autres normes comptables jugées acceptables par le FIDA, comme convenu au préalable avec celui-ci, et conformément au Manuel du FIDA sur l'information financière et l'audit des projets financés par le FIDA. Le bénéficiaire doit présenter quatre états financiers : un pour ses propres dépenses, un pour chacun des deux sous-bénéficiaires et un regroupant les dépenses du bénéficiaire et des sous-bénéficiaires. Les états financiers doivent être établis selon le format du FIDA, signés par les signataires autorisés et présentés semestriellement au plus tard le quarante-cinq (45) jours à compter de la fin de la période de six (6) mois. Les états financiers finaux relatifs à toutes les dépenses éligibles engagées au titre du programme doivent être soumis avant la date de clôture de la subvention, en distinguant les dépenses de liquidation engagées entre la date d'achèvement du programme et la date de clôture de la subvention.
21. Les rapports financiers doivent indiquer les sources et l'utilisation des fonds dépensés pour financer les activités de la subvention, en précisant si les dépenses ont été financées en espèces ou par le biais de contributions en nature. Les recettes générées par des prélèvements anticipés sur la subvention (le cas échéant) seront indiquées dans les rapports financiers et les rapports d'audit soumis au FIDA. Les rapports financiers soumis au FIDA doivent être libellés dans la devise de la convention. Le FIDA n'acceptera aucun rapport financier présenté dans une autre devise.

Audit

22. Le bénéficiaire doit faire vérifier chaque année ses états financiers institutionnels conformément aux normes internationales d'audit ou à d'autres normes d'audit acceptables pour le FIDA. Conformément au Manuel du FIDA sur l'information financière et l'audit des projets financés par le FIDA, le bénéficiaire doit veiller à ce que l'audit couvre l'ensemble de la période de mise en œuvre du programme.
23. Le bénéficiaire doit fournir une attestation d'audit distincte concernant les quatre rapports d'exécution soumis au FIDA. Le champ de l'audit doit couvrir toutes les dépenses du programme, y compris celles engagées par les sous-bénéficiaires. Les états financiers institutionnels audités que l'avis d'audit sur les états financiers intermédiaires doivent être soumis au FIDA dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice fiscal du bénéficiaire. Un avis d'audit spécifique au programme portant sur les états financiers finaux doit être soumis au FIDA avant la date de clôture de la subvention.
24. Le FIDA peut faire appel à des auditeurs indépendants de son choix pour auditer les comptes relatifs à la subvention. Le FIDA peut financer le coût de ces audits par prélèvement sur le montant de la subvention.

V. Coûts indicatifs du programme et financement

25. Le coût indicatif total du programme s'élève à 1,83 million de dollars américains, dont 1,50 million de dollars américains sous forme de subvention du FIDA et des contributions en nature du bénéficiaire, estimées à 0,33 million de dollars des États-Unis. La subvention du FIDA financera les coûts de mise en œuvre du programme, notamment les frais de personnel, de formation, de déplacement, de services de consultants, de gestion du programme et d'appui opérationnel, tandis que la contribution en nature du bénéficiaire couvrira principalement le temps de travail du personnel, l'utilisation des installations et des ressources institutionnelles aux niveaux régional et national.

Tableau 1

Coûts par composante et par bailleur

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>LI-BIRD</i>	<i>Total</i>	<i>% du total</i>
1. Renforcement des capacités en vue de la transition agroécologique	788	202	990	54
2. Renforcement des systèmes de commercialisation des produits agroécologiques	309	73	382	21
3. Coûts de gestion du programme	403	60	463	25
Total	1 500	335	1 835	100

Tableau 2

Coûts par catégorie de dépenses et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars américains)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>LI-BIRD</i>	<i>Total</i>	<i>% du total</i>
Biens, services et intrants	515	190	705	38
Formation et ateliers	262	48	310	17
Déplacements et indemnités	149	13	159	9
Équipements et fournitures	19	6	27	1
Salaires et indemnités	444	80	523	29
Frais généraux	111	-	111	6
Total	1 500	335	1 835	100

VI. Recommandation

26. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la subvention proposée conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds, afin de financer en partie le programme « Transition vers une production agroécologique » (TAP), accorde une subvention d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'organisation Local Initiatives for Biodiversity, Recherche et Développement (LI-BIRD) pour une période de trois ans, selon des modalités et conditions qui seront pour l'essentiel conformes à celles présentées au Conseil d'administration dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Results-based logical framework

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target				Source	Frequency	Responsibility	
			Total	Nepal	Bhutan	Pakistan				
Outreach	1. Persons receiving service promoted or supported by the programme						Annual progress report, project completion report	Yearly	Project team	
	Males - Males		1800	1400	200	200				
	Females - Females		2700	2100	300	300				
	Young - Young people		1800	1400	200	200				
	Indigenous people - Indigenous people		900	700	100	100				
	Total number of persons receiving services - Number of people		4500	3500	500	500				
	Male - Percentage (%)		40							
	Female - Percentage (%)		60							
	Indigenous - Percentage (%)		20							
	Youth - Percentage (%)		40							
	1a. Corresponding number of households reached						Annual progress report, project completion report	Yearly	Project team	
	Women-headed households - Households		900	700	100	100				
	Non-women-headed households - Households		3600	2800	400	400				
	Households - Households		4500	3500	500	500				
	1b. Estimated corresponding total number of households members						Annual progress report, project completion report	Yearly	Project team	
	Household members - Number of people		20750	15050	1950	3750				
Project Goal Support transition to commercially viable agroecological systems, enhancing	Smallholder households reported improvement in climate and economic resilience						Baseline of R-HVAP, IFAD Project Missions reports and	End of the project	Project team	1) The social, political and economic situation will remain stable, providing a conducive environment for the
	Women-headed households - Households		630	490	70	70				

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target				Source	Frequency	Responsibility	
			Total	Nepal	Bhutan	Pakistan				
smallholder resilience and incomes while restoring ecosystem health in targeted communities across Nepal, Bhutan and Pakistan.	Indigenous households - Households		630	490	70	70	TAP completion report			smooth project delivery. 2) The three IFAD funded projects in Nepal, Bhutan and Pakistan will collaborate for the smooth delivery of the project interventions. 3) No major environmental or climate hazard events are expected during the project implementation period.
	Households - Households		3150	2450	350	350				
	Households - Percentage (%)		70	70	70	70				
	Area of Land brought under agroecological farming practices (Adopted by Farmers)						Annual progress report, IFAD Project Missions reports, TAP completion report	Yearly	Project team	
	Area of land – Hectare (ha)		122	102	10	10				
Development Objective: Enhance uptake and adoption of agroecological production system and promote inclusive market participation in R-HVAP, BRECSA and ETIGB projects	Households satisfied with project-supported services						Annual progress report, IFAD Project Annual Outcome/Mid term Survey,	Third year	Project team	1) Farmers and producer organizations demonstrate willingness to engage in and adopt agroecological farming practices. 2) Provincial and local governments are willing to colaborate and invest in promotion of agroecological production sytem practices.
	Household members - Number of people		14525	10535	1365	2625				
	Indigenous households - Households		900	700	100	100				
	Women-headed households - Households		900	700	100	100				
	Households (%) - Percentage (%)		70	70	70	70				
	Households (number) - Households		3150	2450	350	350				
	Households reporting adoption of agroecological farming practices and technologies						Project annual and completion reports	Year	Project team	
	Total number of household members - Number of people		14525	10535	1365	2625				
	Households		3150	2450	350	350				
	Women-headed households - Households		630	490	70	70				
	Households - Percentage (%)		70	70	70	70				
Outcome 1: Enhanced capacities	Trained extension service providers/lead farmers disseminating knowledge through training and advisory services						Training Records,	Yearly	Project team	1) Farmers and producer organizations will apply

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target				Source	Frequency	Responsibility	
			Total	Nepal	Bhutan	Pakistan				
for agroecological transition	Extension workers-Number		120		60	60	progress reports			skills in adoption of agroecological production system. 2) Youth are motivated and willing to take part in youth apprenticeships and apply skills to establish agroecological farms as business enterprises.
	Lead farmers-Number		210	90	60	60				
	lead farmers women - Number		126	54	36	36				
	Youth-Number		84	36	24	24				
	Percentage of Youth apprentices engaged in agroecological production after completion						Progress reports	Continuous	Project team	
	Youth -Number		60	60						
Output 1.1: Farmer, youth and extension workers capacitated on agroecological farming system and practices	Persons trained on market oriented agroecological production system						Training reports, progress reports	Continuous	Knowledge management officer	
	Total		3330	2330	500	500				
	Female		1998	1398	300	300				
	Indigenous and ethnic minority		666	466	100	100				
	Youth		1332	932	200	200				
	Number of agroecological demonstration farms established and strengthened for learning						progress reports	Annually	Project team	
	Farms-Number		30	10	10	10				
Output 1.2: Knowledge management system established for scaling agroecological practices	Number of Farm level agroecological technical packages and instructional videos developed and disseminated						Knowledge product documents, videos, progress reports	Continuous and year 3	Project team, particularly knowledge management officer	
	Package of practices - number		30	10	10	10				
	Training manual - number		3	1	1	1				
	Video documentation - number		21	7	7	7				
	Number of farmers using digital agroecological advisory services and digital farmer’s diary for farm-level record keeping						Project data base, digital app analytics, and progress reports	Continuous	Project team	
	Total		3360	3000	200	160				
	Female		2016	1800	120	96				
	Indigenous and ethnic minority		672	600	40	32				
	Youth		1344	1200	80	64				

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target				Source	Frequency	Responsibility	
			Total	Nepal	Bhutan	Pakistan				
Output 1.3: National and regional learning and knowledge sharing on agroecology strengthened	No of Persons participating in knowledge sharing events						Event reports,	Continuous	Project team	
	Events – Number		9	6	2	1				
	Person -Total		260	130	70	60				
	Female - Number		78	39	21	18				
	Youth - Number		104	52	28	24				
Outcome 2: Strengthened market systems for agroecological products	Number of households reporting increased income due to Premium market of agroecological produce						RHVAP Baseline, Annual Outcome/Mid term survey Report, TAP annual Progress reports,	Annually	Project team	1) Value chain actors are willing to adopt agroecological certification and marketing system to meet domestic and export market standards. 2) Strong linkage between producer organizations and markets will be established to facilitate the effective marketing of agroecological produce. 3) Demand for Nepali agroecologically produced and safe products will be increased at local, national and international markets.
	Total		2450	2450						
	Female		1470	1470						
	Indigenous and ethnic minority		490	490						
	Youth		980	980						
	Percentage		70	70						
	Number of value chain actors (POs and market actors) adopting agroecological products certification and traceability system						Project reports	Annually	Project team	
	Total		420	420						
	Female		252	252						
	Youth		168	168						
	Producer organisations engaged in formal partnership and agreements with Public and Private entities						Agreement documents, project reports	Continuous	Project team	
	Number of agreements		10	10						
	Number of POs		15	15						
	Total number of POs members		375	375						
	- Women PO members		225	225						
-Men PO members		150	150							
Output 2.1: Certification and traceability system designed and piloted for agroecological products	Number of Participatory Guarantee System (PGS)/traceability system guidelines developed						Project reports	Continuous	Project team	
	Number of guidelines		1	1						
	POs supported on Agroecological Participation Guarantee system						Project reports			
	Number of POs	-	10	10						

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target				Source	Frequency	Responsibility	
			Total	Nepal	Bhutan	Pakistan				
	Number of POs members		300	300						
	- Females -No of People		180	180						
	- Males -No of People		120	120						
Output 2.2: Value chain actors capacitated and market linkages strengthened	No of exchange visit organised among VC actors (POs and High-end market players)						Training reports, MoUs, project reports	Continuous	Project team	
	Total visits		7	7						
	Person - total		210	210						
	Female - number		105	105						
	Youth - number		84	84						
	Number of smallholders linked with buyers through B2B network									
	Total		660	660						
	Female		396	396						
	Youth		264	264						